

La France abandonne sa défense nationale à l'Allemagne

écrit par François des Groux | 14 mars 2021



Eric Trappier, patron de Dassault Aviation, devant la maquette du Scaf en juin dernier lors du salon du Bourget - Eric Piemont - AFP

Voici un très bon article de Thomas Morel (Valeurs Actuelles) dépeignant l'agonie de l'industrie française de l'armement.

Pour faire (peut-être) disparaître les ouvriers, leurs syndicats, leurs grèves et leurs "acquis sociaux", nos gouvernants et nos patrons ont fait le choix de désindustrialiser la France en fermant les usines ou en les délocalisant.

Ils voulaient une France des "services" et lorsqu'une épidémie comme le Covid-19 arrive et bien... c'est la catastrophe. Les services ferment et nous sommes incapables de fabriquer masques et respirateurs.

Veulent-ils maintenant une France sans défense ?

Abandonnant peu à peu notre souveraineté, nous dépendons désormais de l'étranger, notamment de l'Allemagne. C'était bien la peine de faire 3 guerres !

Famas, Scaf, Char Leclerc...Vingt années d'abandon de l'industrie de la Défense

Après avoir longtemps équipé ses armées de matériel bleu-blanc-rouge, la France a privilégié, à la fin des années 1990, l'économie à la souveraineté. Et en paye aujourd'hui les conséquences...

Souvenez-vous, c'était il n'y a pas si longtemps. À la fin des années 1990, la France pouvait se vanter d'être l'un des rares pays au monde à équiper son armée presque intégralement en matériels produits sur son territoire : sous-marins, porte-avions, frégates, chars d'assaut et véhicules blindés, avions de chasse, hélicoptères, fusils d'assaut, munitions, même les rangers étaient fabriqués dans des usines tricolores.

Vingt ans ont passé et le décor a radicalement changé. Manurhin, qui construisait les machines à fabriquer des munitions de petit calibre ? **Rachetée par les Émirats arabes unis**. Le Famas, fort de ses quarante ans de service, dont la précision est saluée, fabriqué à Saint-Étienne ? **Remplacé par le HK416 de fabrication allemande**, tout comme la plupart des autres armes à feu. Quant aux rangers, ils ne sont plus fabriqués dans le Périgord et ont été remplacés par **des modèles allemands** jugés de meilleure qualité.

[Vidéo : quand l'armée française fait de la pub pour le HK416 allemand – NDA]

.

C'est devenu une constante ces dernières années : la France,

encore l'un des leaders mondiaux des ventes d'armement, se tourne de plus en plus souvent vers son voisin allemand pour s'équiper, que ce soit dans le cadre d'une coopération ou d'achats directs.

Au risque de perdre des années de savoir-faire et d'accroître sa dépendance envers les pays étrangers, y compris dans des secteurs pourtant cruciaux. Derniers exemples en date : le MGCS (Main Ground Combat System, "système de combat terrestre principal", en français), qui doit remplacer le char Leclerc à compter de 2035, ne sera pas fabriqué par Nexter mais par KNDS, entreprise franco-allemande issue de la fusion du français avec son concurrent germanique KMW, qui fabrique le Leopard. Quant au programme d'avions de chasse Scaf (Système de combat aérien du futur), qui doit voir le jour à partir de 2040, il sera lui aussi le fruit d'une coopération entre le français Dassault et le germano-espagnol Airbus Defence and Space. Or, sur ces deux dossiers, Berlin joue des coudes : à l'origine, le premier devait se faire sous leadership allemand tandis que le second devait être mené par la France.

Mais Nexter est peu à peu relégué au rang d'exécutant par son partenaire allemand dans le développement du MGCS et, sur le front du Scaf, l'Allemagne réclame un accès aux technologies et savoir-faire acquis par Dassault lors du développement du Rafale afin de pouvoir les réutiliser dans d'autres projets.

« La France ne peut pas l'accepter : cela reviendrait à se soumettre aux Allemands. Ce serait une coopération, mais à sens unique en notre défaveur », alerte Nicolas Meizonnet, député Rassemblement national du Gard et membre de la commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée.



Eric Trappler, patron de Dassault Aviation, devant la maquette du Rafale en juin dernier lors du salon du Bourget. Eric Fournier - AFP

Lors d'une audition au Sénat, Eric Trappler, PDG de Dassault Aviation, a alerté sur les risques de donner à ses concurrents allemands et espagnols les secrets du futur avion de combat et envisage un plan B.

[Source : [BFM Business](#) – NDA]

Rémy Thannberger, ex-patron de **Manurhin**, qu'il a dirigé pendant huit ans, a été aux premières loges pour assister à l'abandon de la filière militaro-industrielle française. Son entreprise, fleuron centenaire installé à Mulhouse, vendait dans le monde entier des machines permettant de fabriquer les munitions de petit calibre : États-Unis, Corée du Sud, Mexique, Égypte, Arabie saoudite, etc.

Dans le monde entier... sauf en France où, depuis la fin des années 1990, la classe politique considère que l'approvisionnement en munitions pour pistolets et fusils d'assaut ne constitue pas un enjeu stratégique.

Les deux tentatives de relancer la filière, par Gérard Longuet d'abord et par Jean-Yves Le Drian ensuite, ont chaque fois été

tuées dans l'œuf. Après avoir vécu vingt ans uniquement grâce aux exportations, l'entreprise a finalement été lâchée par ses banques, lassées de voir que l'État lui-même ne s'intéressait pas à Manurhin, avant d'être rachetée en 2018 par les Émirats arabes unis. *« Sur l'autel de la "rigueur budgétaire", on abandonne des technologies et des compétences que l'on considère à tort comme mineures, sans se rendre compte que le mal est contagieux et finit en eff et domino »*, explique Rémy Thann-berger.

« À la fin, tout y passe : les munitions de nos forces sont étrangères, comme leurs fusils d'assaut et de précision. Nous avons été incapables de remplacer notre Famas par un fusil français, comme cela s'est produit auparavant avec le MR 73, revolver emblématique qui équipait la police nationale et la gendarmerie. Même le Flash-Ball de Verney-Carron a été progressivement abandonné au profit du tristement célèbre LBD, de conception suisse », constate-t-il, amer.

Le cas du Famas est à ce titre emblématique. Après la fermeture de la manufacture d'armes de Saint-Étienne, l'entretien des fusils d'assaut a été transféré à Nexter. Mais les compétences en termes de fabrication de ce type d'armes, elles, ont purement et simplement disparu. Si bien que lorsque le ministère de la Défense a lancé un appel d'offres pour le remplacer, en 2013, il n'y avait plus d'autre solution que de se tourner vers l'étranger.



La police nationale vise à être présente les autres armes que ses agents de police français. — © AFP

[Fabriqué en Suisse, le LBD40 est, contrairement à la France, très rarement employé et, surtout, on ne vise "jamais la tête" ([Le Temps](#)) – NDA]

La planète fait le choix de la souveraineté, mais la France détourne le regard

Comme le rappelait l'Ifrap fin 2016, « *il est inconcevable de prétendre aujourd'hui que l'État aurait pu concevoir et fabriquer lui-même le remplaçant du Famas : les infrastructures n'existent plus, les machines-outils modernes et l'outillage n'existent plus, les savoir-faire très pointus nécessaires à la conception et la fabrication industrielle d'armes à feu se sont perdus petit à petit* ». C'est finalement le HK416 allemand qui a été retenu, mais, à en croire les armées, Il n'y a là encore pas de raison de s'inquiéter : interrogé à l'époque par une commission sénatoriale, le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Jean-Pierre Bosser, estimait qu' « *il ne faut pas accorder trop d'importance au fusil en tant que marque de souveraineté. C'était vrai il y a cent ans, cela ne l'est plus aujourd'hui* ».

». Circulez, il n'y a rien à voir.

Le problème, c'est que pendant que la France se désintéresse de l'avenir de son industrie de la défense, le reste de la planète fait de son côté le choix inverse. Les Émirats arabes unis, par exemple, ont décidé de créer un gigantesque conglomérat, Edge, afin de produire leurs propres armements. Les Chinois ont fait ce choix de longue date, les matériels des armées américaines sont conçus par des groupes nationaux ou produits aux États-Unis sous licence, quant au Royaume-Uni, Boris Johnson a annoncé, fin 2020, un contrat de 2,7 milliards d'euros avec BAE Systems pour fournir les munitions de tous calibres des armées britanniques pendant les quinze prochaines années.

« L'Allemagne fait la même chose : elle n'abandonne aucun de ses savoir-faire et cherche à en acquérir de nouveaux. Regardez les débats autour du Scaf », explique encore Rémy Thannberger. « L'industrie de la défense est indissociable de la puissance économique de la France. Au bout du chemin, la question est de savoir si l'on préfère que les autres dépendent de nous ou que nous dépendions des autres », conclut Nicolas Meizonnet.

La France part-elle du principe qu'il y aura toujours un pays ami chez qui s'approvisionner ? L'histoire récente rappelle pourtant à quel point il suffit de pas grand-chose.

En 2003, lorsque la France s'est opposée à l'invasion de l'Irak, les États-Unis ont brutalement interrompu toute coopération militaire.

Or, c'est Washington qui fournit les catapultes du *Charles-de-Gaulle*. En cas de casse, comment les avions auraient-ils pu décoller ? Il aura fallu deux ans de négociations – et l'envoi des forces spéciales françaises en Afghanistan – pour que tout rentre dans l'ordre.

Or, même la coopération avec un pays plus proche

idéologiquement, comme l'Allemagne, n'est pas une garantie de sécurité : début 2019, Berlin avait par exemple bloqué la vente à l'Arabie saoudite d'hélicoptères fabriqués par Airbus en France.

« Cela nous rend fous, depuis des années à Airbus, que la partie allemande se donne le droit de bloquer la vente, disons, d'un hélicoptère français alors que seule une pièce allemande minuscule est entrée dans sa fabrication », S'était à l'époque emporté Tom Enders, le directeur général d'Airbus. « En matière de défense, on ne peut pas transiger. La coopération marche très bien en temps de paix, mais quand arrive la crise, c'est chacun pour soi », achève Rémy Thannberger.

<https://www.valeursactuelles.com/clubvaleurs/societe/famas-scaf-char-leclercvingt-annees-dabandon-de-lindustrie-de-la-defense-129298>



[Airbus H145 bloqué à l'export. Et si, dans le futur et en cas de guerre, l'Allemagne refusait de nous vendre armes et

munitions ? – NDA]